

RCS : ROUEN

Code greffe : 7608

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ROUEN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 00680

Numéro SIREN : 529 417 248

Nom ou dénomination : 1to1 Consulting

Ce dépôt a été enregistré le 17/01/2018 sous le numéro de dépôt 535



1TO1 CONSULTING
Société par actions simplifiée
au capital social de 207.093 euros
Siège social : 65, rue du Moulin Vert - 75014 Paris
529 417 248 R.C.S Paris

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE (ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE)
DU 21 DECEMBRE 2017**

EXTRAIT

_____ DEBUT D'EXTRAIT _____

PREMIERE RESOLUTION

(Examen et approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2017, examen du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes portant sur lesdits comptes annuels, approbation desdits comptes annuels, desdits rapport ainsi que des opérations ou résumés d'opérations qu'ils comportent, quitus au Président et au Directeur Général, approbation du montant des charges non déductibles fiscalement et dépenses somptuaires visées à l'article 39-4 du Code général des impôts ainsi que du montant des amortissements excédentaires et autres dépenses non déductibles fiscalement)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après connaissance prise du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2017,

approuve tels qu'ils ont été présentés les comptes de cet exercice, ainsi que les opérations traduites dans les comptes ou résumés dans ces rapports,

donne au Président et au Directeur Général quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice,

constate, en application de l'article 223 quater du Code général des impôts, qu'aucune somme concernant les dépenses et charges visées à l'article 39-4 de ce Code n'a été réintégrée dans les résultats de l'exercice.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

_____ EXTRAIT _____

DEUXIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice écoulé)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après connaissance prise du rapport de gestion du Président et du rapport général du Commissaire aux comptes,

décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 juin 2017 s'élevant à un montant de 1.137,70 euros, de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice clos	1.137,70 euros
-----------------------------	----------------

Solde du Report à Nouveau avant affectation	(716 263,02) euros
Réserve légale (5% minimum du bénéfice)	56, 885 euros
Affecté en compte Report à Nouveau pour un montant de	1.080,815 euros
Portant le montant du Report à nouveau, après affectation, à un montant total de :	(715.182, 21) euros

L'Assemblée Générale **prend** par ailleurs **acte** qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

_____ EXTRAIT _____

TROISIÈME RÉSOLUTION

(Approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après connaissance prise du rapport de gestion du Président et du rapport spécial du Commissaire aux comptes,

constate qu'aucune convention relevant des articles L.227-10 et suivants du Code de commerce n'a été conclue au titre de l'exercice clos,

approuve le rapport spécial du Commissaire aux comptes.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

_____ EXTRAIT _____

SIXIÈME RÉSOLUTION

(Constatation de la reconstitution des capitaux propres de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, délibérant par application de l'article L.225-248 du Code de commerce et après examen de la situation de la Société telle qu'elle ressort des comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 2017, approuvés par l'assemblée générale ordinaire annuelle de ce jour, lesquels font apparaître que les capitaux propres de la Société sont devenus inférieurs à la moitié du capital,

constate que la reconstitution des capitaux propres de la Société ne s'est pas produite

décide en conséquence de ne pas dissoudre la société et de poursuivre l'activité malgré les pertes.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

_____ EXTRAIT _____

SEPTIÈME RÉSOLUTION

(Transfert du siège social de la Société)

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Président de la Société à l'Assemblée Générale Mixte dans sa compétence extraordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires,

décide de transférer le siège social de la Société au Horizon 2000 Mach 6, Avenue des Hauts Grigneux - 76420 Bihorel

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

HUITIÈME RÉSOLUTION

(Modifications corrélatives de la première page des statuts de la Société ainsi que de l'Article 4 desdits statuts)

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Président de la Société à l'Assemblée Générale Mixte dans sa compétence extraordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, en conséquence de l'adoption de la Septième Résolution ci-dessus,

décide de modifier la première page des statuts de la Société et l'Article 4 desdits statuts,

La première page des statuts de la Société est, en conséquence, modifiée comme suit :

"1to1 Consulting
Société par actions simplifiée
Au capital social de 207.093 euros
Siège social : Horizon 2000 Mach 6, Avenue des Hauts Grigneux - 76420 Bihorel
529 417 248 RCS de Rouen

STATUTS

***Mis à jour par l'Assemblée Générale Mixte des associés de la Société dans sa compétence
Extraordinaire en date du 21 décembre 2017"***

Le premier paragraphe de l'Article 4 des statuts de la Société est, en conséquence, modifié comme suit :

"Article 4 SIEGE SOCIAL - SUCCURSALES

Le siège social de la Société est fixé à : Horizon 2000 Mach 6, Avenue des Hauts Grigneux - 76420 Bihorel"

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

NEUVIÈME RÉSOLUTION

(Pouvoirs aux fins des formalités légales)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir et/ou de faire procéder à toute publicité légale, toutes formalités de dépôt, toutes formalités d'inscriptions modificatives au Registre du Commerce et des Sociétés du Greffe du Tribunal de commerce compétent et, plus généralement, à toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

FIN D'EXTRAIT

LISTE DES SIEGES SOCIAUX ANTERIEURS

Je soussigné, Laurent Zalc, Président de la société 1TO1 CONSULTING, société par actions simplifiée au capital social de 207.093 euros dont le siège social a été transféré au Horizon 2000 Mach 6, Avenue des Hauts Grigneux - 76420 Bihorel, enregistrée jusqu'alors au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris et dont les formalités sont en cours en vue de son transfert au Registre du Commerce et des Sociétés de Rouen sous le numéro d'identification unique 529 417 248, je certifie que le siège social de la Société a été sis comme suit :


- (i) depuis sa constitution, soit à compter du 14 janvier 2011, jusqu'au 29 novembre 2013, au 310 rue de Charenton 75012 Paris ;
- (ii) depuis le 29 novembre 2013, jusqu'au 21 décembre 2017, au 65, rue du Moulin Vert - 75014 Paris ;
- (iii) depuis le 21 décembre 2017 (soit la date du transfert pour lesquelles les formalités sont en cours), au Horizon 2000 Mach 6, Avenue des Hauts Grigneux - 76420 Bihorel.

Fait à Paris,
Le 21 décembre 2017,
En un (1) exemplaire original

1TO1 CONSULTING

Représentée par Monsieur


Laurent ZALC, Président



1to1 Consulting
Société par actions simplifiée
Au capital social de 207 093 euros
Siège social : Horizon 2000 Mach 6, Avenue des Hauts Grigneux - 76420 Bihorel
529 417 248 RCS de Rouen

STATUTS

**Mis à jour par l'Assemblée Générale Mixte des associés de la Société dans sa compétence
Extraordinaire en date du 21 décembre 2017**



*Certifiée conforme par le Président
Laurent Zalc*

TITRE I - FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE – DUREE

Article 1 : FORME

Cette Société est régie par les présents statuts, par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables aux sociétés par actions simplifiées et, le cas échéant, par celles applicables aux sociétés anonymes dans la mesure où elles sont compatibles avec les règles particulières régissant les sociétés par actions simplifiées.

La Société continuera son exploitation de la même manière avec un ou plusieurs associés.

La Société ne peut en aucun cas procéder à une offre au public sous sa forme actuelle.

Article 2 : DENOMINATION

La dénomination sociale est : **1to1 Consulting**.

Le nom commercial est : **1to1 English**.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que du numéro SIREN suivi de la mention RCS et du nom de la ville où se trouve le greffe d'immatriculation.

Article 3 : OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- La formation auprès des entreprises ou des particuliers, la création d'outils pédagogiques, informatique, logiciels et leur commercialisation, l'activité de consultant en formation, recrutement ou gestion des ressources humaines ;

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ;

La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport commandite, souscription ou rachat de titres ou de droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

La participation directe ou indirecte de la société à toutes activités ou opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opération peuvent se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

Article 4 : SIEGE SOCIAL – SUCCURSALES

Le siège social de la Société est fixé à : Horizon 2000 Mach 6, Avenue des Hauts Grigneux - 76420 Bihorel

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Président, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine

assemblée générale ordinaire des associés. Tout autre transfert résulte d'une décision collective des associés.

En cas de transfert par le Président, celui-ci est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Article 5 : DUREE - EXERCICE SOCIAL

5.1 Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

5.2 Exercice Social

L'exercice social commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin.

TITRE II - CAPITAL – ACTIONS

Article 6 : FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de 10.000 euros libérée intégralement.

A la constitution, les soussignés font apport à la société, à savoir :

- Monsieur ZALC Laurent, la somme en numéraire de 4.500 euros
- Madame ZALC Candice, la somme en numéraire de 600 euros
- Monsieur SINGH Narinder, la somme en numéraire de 2.100 euros
- Monsieur WAYS Alexis Jonathan, la somme en numéraire de 2.800 euros

Cette somme de 10.000 € a été déposée dès avant la constitution à un compte ouvert auprès de la banque Crédit Agricole de Normandie-Seine, dont le siège social est Cité de l'Agriculture, Chemin de la Bretèque BP 800 - 76238 BOIS GUILLAUME CEDEX, au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste le certificat établi par ladite banque en date du 17 décembre 2010.

L'Assemblée générale des associés a décidé en date du 13 mai 2013, une augmentation de capital par apport en numéraire d'un montant de 2.150 euros pour le porter à 12.150 euros par la création et l'émission de 215 actions ordinaires nouvelles de 10 euros de valeur nominale chacune, qui ont été intégralement libérées à la souscription.

L'Assemblée générale des associés a décidé, en date du 29 novembre 2013 :

- de diviser par 10 la valeur nominale des actions et de porter de 1.215 actions à 12.150 actions d'1 euro de valeur nominale chacune, le nombre d'actions composant le capital social de la Société,
- une augmentation de capital par incorporation de réserve d'un montant de 126.044 euros pour le porter de 12.150 euros à 138.194 par la création et l'émission de 126.044 actions ordinaires nouvelles d'un euro de valeur nominale chacune.

L'Assemblée Générale Mixte des associés dans sa compétence ordinaire a décidé en date du 21 octobre 2015, une augmentation de capital par apport en numéraire d'un montant total de 150 003,00 euros, incluant un montant nominal de 16 667,00 euros et une prime d'émission d'un montant total de 133 336,00 euros, par émission de 16.667 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune émises au prix unitaire de 9,00 euros, incluant une prime d'émission de 8,00 euros par action, pour porter le capital social ainsi d'un montant de 138 194,00 euros à un montant de 154 861,00 euros, et le Président, par décision en date du 30 octobre 2015, a constaté la réalisation de ladite augmentation de capital.

Par décisions en date du 30 juin 2017, le Président de la Société a constaté la conversion par FPCI CROISSANCE ET PROXIMITE 2 des 215 obligations convertibles en actions ordinaires qu'ils détenaient, émises dans le cadre de l'emprunt obligataire émis par la Société le 13 mai 2013 conformément au contrat d'émission conclu à cette même date tel que modifié par avenant en date du 21 octobre 2015, en 24.454 actions ordinaires nouvelles de la Société et a, en conséquence, constaté l'augmentation de capital y afférente portant ainsi le capital de 154 861 euros à un montant de 179 315 euros.

Par décisions en date du 30 juin 2017, le Président de la Société a constaté la conversion par FPCI CROISSANCE ET PROXIMITE 2 des 16.667 obligations convertibles en actions ordinaires qu'ils détenaient, émises dans le cadre de l'emprunt obligataire émis par la Société le 21 octobre 2015 conformément au contrat d'émission conclu à cette même date, en 16.667 actions ordinaires nouvelles de la Société et a, en conséquence, constaté l'augmentation de capital y afférente portant ainsi le capital de 179 315 euros à un montant de 195 982 euros.

Par délibérations en date du 30 juin 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés a décidé d'augmenter le capital social de la Société par apport en numéraire d'un montant nominal maximum de 11 111 euros, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission de 11.111 actions de préférence ADP_{OC-06-17} nouvelles d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, émises à un prix unitaire de 9 euros, soit avec une prime d'émission par action de 8 euros et une prime d'émission totale de 88 888 euros, avec libération intégralement par compensation avec des créances liquides et exigibles à l'encontre de la Société, laquelle augmentation de capital a également été réalisée en date du 30 juin 2017, pour un montant total de 99 999 euros, incluant un montant nominal total de 11 111 euros et une prime d'émission totale de 88 888 euros, telle que constatée par ladite Assemblée Générale Extraordinaire des associés à cette même date et portant ainsi le capital social de 195 982 euros à 207 093 euros.

Article 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 207 093 euros. Il est divisé en 207.093 actions, toutes d'1 euro de valeur nominale chacune entièrement souscrites et libérées, réparties en actions ordinaires et en actions de préférence dites ADP_{OC-06-17} comme suit :

- 113.740 actions ordinaires ;
- 93.353 actions de préférence ADP_{OC-06-17} ;

étant précisé que les droits particuliers attachés aux actions de préférence dites ADP_{OC-06-17} sont décrits à l'Article 13 ci-après. Les actions de préférence dites ADP_{OC-06-17} sont régies par les articles L.228-11 et suivants du Code de commerce.

Avantages Particuliers

FCPI CROISSANCE ET PROXIMITE 2, est bénéficiaire d'avantages particuliers résultant de la détention d'actions de préférence dites ADP_{OC-06-17} auxquelles sont attachés les droits particuliers prévus aux présents statuts (étant précisé que, comme stipulé à l'Article 13 ci-après, ces avantages particuliers sont attachés aux actions et bénéficieront à leurs titulaires successifs).

Article 8 : MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté ou réduit par tous moyens et selon toutes modalités autorisées par la loi, par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues à l'article 19, sur rapport du Président de la Société.

Les associés peuvent déléguer au Président de la Société les pouvoirs ou la compétence nécessaire à la réalisation de l'augmentation ou de la réduction de capital.

Article 9 : LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être libérées dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 10 : FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 11 : INDIVISIBILITE DES ACTIONS

11.1 Indivision

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés lors des décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

11.2 Usufruit

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier lors des décisions collectives d'approbation des comptes à savoir, l'approbation des comptes, l'affectation des résultats et le quitus aux dirigeants, les autres décisions sont de la compétence du nu-propiétaire. Cependant, le nu-propiétaire et l'usufruitier peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée avec accusé d'avis de réception adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective qui serait prise après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

11.3 Droit d'information

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Article 12 : CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

12.1 Propriété des actions

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires dans le registre des mouvements de titres tenu à cet effet au siège social. Lorsque les actions sont démembrées elles sont inscrites en compte au nom du nu-propiétaire avec mention de l'identité de l'usufruitier

12.2 Cession des actions

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres. Cette opération ne s'effectue que sous la réserve du respect des dispositions légales et statutaires.

Les actions sont librement cessibles.

En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Article 13 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

13.1 Droits communs sans distinction de catégorie

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts.

La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

3. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

13.2 Droits attachés aux ADP_{OC-06-17}

13.2.1. Généralités

1. - Chaque action ordinaire et chaque action de préférence ADP_{OC-06-17} dispose des droits tels que prévus aux statuts, les ADP_{OC-06-17} disposant, en complément des droits des actions ordinaires, de droits préférentiels stipulés aux statuts.

2 - Les droits consentis aux ADP_{OC-06-17} sont maintenus en cas de cession desdites actions, sauf conversion préalable en actions ordinaires.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, de distribution de dividendes sous forme d'actions ou attribution d'actions gratuites, les actions attribuées en vertu des droits attachés aux ADP_{OC-06-17} seraient elles-mêmes des actions de préférence de même catégorie.

3 - Chaque ADP_{OC-06-17} pourrait être convertie en une action ordinaire dans les cas suivants :

- sur simple demande de son titulaire, à condition que ce dernier en informe la Société par lettre recommandée avec avis de réception ou par lettre remise en mains propre contre décharge étant précisé que cette décision sera irrévocable pour les actions concernées ;
- sur décision de l'assemblée générale extraordinaire de la Société, au vu du rapport spécial de son commissaire aux comptes, après approbation de l'assemblée spéciale des actionnaires titulaires desdites ADP_{OC-06-17}, prises dans chaque assemblée à la majorité

des deux tiers, conformément aux dispositions de l'article L.225-96 alinéa 3 sur renvoi de l'article L.225-99 du Code de commerce.

La conversion des ADP_{OC-06-17} en actions ordinaires emporterait automatiquement renonciation des actionnaires au droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles résultant de la conversion.

Le Président constaterait, le cas échéant, à tout moment de l'exercice en cours et au plus tard lors de la première réunion suivant la clôture de celui-ci, le nombre et le montant nominal des actions issues de la conversion des ADP_{OC-06-17} intervenue au cours de l'exercice écoulé et apporterait aux statuts de la Société les modifications nécessaires concernant les titres qui le composent.

4 - A compter de leur conversion, les actions converties disposeront des mêmes droits que celles de catégorie dans laquelle les actions sont converties.

De même, pour les titres donnant accès de quelque manière que ce soit à des ADP_{OC-06-17}, ces titres pourront, en tout ou partie, être convertis en titres donnant accès à des actions ordinaires, à condition que leur titulaire en informe la Société par lettre recommandée avec avis de réception, sachant que cette décision sera irrévocable pour les titres concernés.

Les droits particuliers attachés aux ADP_{OC-06-17} ne pourraient être modifiés, y compris par suite de modifications ou d'amortissement du capital social, comme en cas de fusion ou scission de la Société, que si cette modification est décidée par l'assemblée générale extraordinaire après approbation par l'assemblée spéciale des actionnaires titulaires d'ADP_{OC-06-17}, chacune pour ce qui l'a concerne, statuant à la majorité des deux tiers, dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L.225-99 du Code de commerce.

5 - Il est précisé qu'en sus des droits spécifiquement conférés aux ADP_{OC-06-17} au titre de la présente résolution, les ADP_{OC-06-17} de la Société auront les mêmes droits que les actions ordinaires de la Société.

13.2.2 Droits particuliers

Les actions de préférence dites ADP_{OC-06-17} disposent des droits particuliers suivants :

13.2.2.1 – Relation des titulaires d'ADP_{OC-06-17} - Full Ratchet

1 - Les actions de préférence ADP_{OC-06-17} confèrent à tout moment, à leur titulaire (ci-après dénommé le "**Titulaire**"), un droit de relation ("**Full Ratchet**"), à hauteur du nombre d'ADP_{OC-06-17} détenues, dès l'instant où la Société émettrait, avant le 31 décembre 2019 en faveur d'un tiers à la date considérée (i.e. d'une personne non associé de la Société à cette date), en une ou plusieurs occasions, de nouvelles actions ou autres valeurs mobilières libérables en numéraire (y compris, le cas échéant, par voie de compensation de créances) ou en nature et donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société, à un prix de souscription (P_2) inférieur au prix de souscription des ADP_{OC-06-17} ($P_1 = 9 \text{ €}$), chacune des dites émissions étant ci-après dénommée une "**Emission Qualifiée**".

2 - Il est précisé qu'en conséquence, ne pourra être considérée comme une Emission Qualifiée ouvrant droit au *Full Ratchet* objet des présentes :

- toute Emission Qualifiée de valeurs mobilières résultant de l'exercice de valeurs mobilières dont des salariés ou dirigeants de la Société seraient titulaires (en ce inclus les bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, les actions attribuées gratuitement, les options de souscription ou d'achat d'action) ;
- toute émission qui serait intégralement souscrite par un ou plusieurs Titulaires, étant précisé que toute entité ayant une activité purement financière, c'est-à-dire une entité gérée ou contrôlée (au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce) par une même

société de gestion sera considéré pour l'interprétation des dispositions du présent article comme un seul et unique Titulaire d'ADP_{OC-06-17}.

3 - Dans l'hypothèse de réalisation d'une Emission Qualifiée chaque ADP_{OC-06-17} pourra être convertie, à tout moment à la seule discrétion de son détenteur, en un nombre "S" d'ADP_{OC-06-17-Bis} de telle sorte qu'à l'issue de la conversion, chaque ADP_{OC-06-17} représente une quotité du capital et des droits de vote de la Société identique à celle qu'aurait représentée une ADP_{OC-06-17} si cette dernière avait été émise à un prix égal à P₂.

Ainsi, "S" est déterminé comme suit :

$$S = 1 + \frac{P_1 - P_2}{P_2}$$

étant précisé que :

- "S" étant le taux de conversion, "P1" étant le prix de souscription initiale de l'ADP_{OC-06-17} bénéficiant de la relation et "P2" étant le prix de souscription du nouvel investisseur déclenchant la relation,
- dans l'hypothèse où l'Emission Qualifiée consisterait en l'émission d'actions, le prix P₂ sera égal au prix de souscription unitaire desdites actions,
- dans l'hypothèse où l'Emission Qualifiée consisterait en l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, le prix P₂ sera déterminé en divisant (x) le montant total des souscriptions liées à l'Emission Qualifiée augmenté, le cas échéant, des sommes minimales que devront acquitter les titulaires desdites valeurs mobilières afin d'obtenir des actions par exercice, conversion ou échange desdites valeurs mobilières par (y) le nombre maximum d'actions que les titulaires desdites valeurs mobilières pourront obtenir sur exercice, conversion ou échange desdites valeurs mobilières,
- les ADP_{OC-06-17} seront convertibles en ADP_{OC-06-17-Bis} dans un délai de 6 mois à compter de la formalité modificative au Greffe du Tribunal de commerce relative à l'Emission Qualifiée (le "**Délai de Conversion**"), étant précisé que passé le Délai de Conversion les ADP_{OC-06-17} ne pourront être converties en ADP_{OC-06-17-Bis} qu'en cas de nouvelle Emission Qualifiée, "S" étant alors calculé sur la base du prix de souscription des actions émises à l'occasion de cette nouvelle Emission Qualifiée,
- les chiffres ci-dessus seront ajustés pour tenir compte de tout regroupement ou division de la valeur nominale des actions de la Société (ou autres opérations équivalentes) qui surviendrait postérieurement à ce jour,
- le nombre total d'actions issues de la conversion de la quotité totale détenue par le Titulaire sera arrondi à l'entier supérieur.

4 - Les ADP_{OC-06-17-Bis} issues de la conversion des ADP_{OC-06-17} seront soumises à toutes les dispositions statutaires, porteront jouissance à compter de leur date d'émission avec, s'agissant du coupon de l'exercice en cours, droit aux dividendes à compter du premier jour dudit exercice, et bénéficieront des mêmes droits que les ADP_{OC-06-17} en ce compris le droit de relation, étant précisé que dans ce cadre, la valeur P₁ des ADP_{OC-06-17-Bis} sera égale à la valeur retenue pour l'Emission Qualifiée ayant déclenchée la conversion des ADP_{OC-06-17}.

5 - Le mécanisme de relation par conversion tel que décrit ci-dessus s'appliquera aux ADP_{OC-06-17-Bis} qui seront alors converties en ADP_{OC-06-17-Ter}, et ainsi de suite.

6 - Les actions de préférence issues de la conversion seront émises à la valeur nominale et libérées par prélèvement sur la prime d'émission et, le cas échéant, tout autre poste de primes et réserves.

Dans ce cadre, la somme correspondant au montant de la prime totale d'émission sera bloquée et demeurera indisponible aussi longtemps que le droit de relution pourra être exercé. Cette somme ne pourra, dans ces conditions, être utilisée qu'au titre de la libération des actions issues de la conversion ou à l'apurement de pertes.

Les demandes de conversion devront être reçues au siège de la Société.

En conséquence de la conversion et conformément aux dispositions du troisième alinéa de l'article L.228-12 du code de commerce, le Président constatera l'émission des actions issues de la conversion et modifiera corrélativement les statuts.

13.2.2.2 - Répartitions prioritaires

1 : du prix de cession en cas de cession de titres

1 - Dans l'hypothèse d'une cession portant sur 100% du capital et/ou des droits de vote de la Société (ci-après les "**Actions Cédées**") effectuée par une ou plusieurs personnes (ci-après les "**Associés Cédants**") en une seule fois ou en plusieurs fois au cours d'une période de douze mois successifs (ci-après la "**Cession**"), le prix total de la Cession à percevoir par les Associés Cédants (ci-après le "**Prix de Cession**"), sera réparti selon les mêmes règles de priorité que celles retenues en cas de liquidation de la Société visée ci-dessous au 3°, qui s'exerceront au prorata des Actions Cédées par chaque associé concerné.

2 - Dans l'hypothèse où le Prix de Cession ne serait pas uniquement constitué de numéraire, les sommes octroyées aux ADP_{OC-06-17} seront prélevées en priorité sur la partie du Prix de Cession en numéraire.

3 - Le(s) cessionnaire(s) devrait (devraient) verser directement à chacun des Associés Cédants concomitamment au paiement du Prix de Cession, la quote-part lui revenant conformément aux dispositions des présentes.

4 - Chacun des Associés Cédants s'interdirait en conséquence de conclure tout contrat de Cession aux termes duquel le Prix de Cession ne serait pas versé directement par le(s) cessionnaire(s) conformément aux présentes et de percevoir tout ou partie du Prix de Cession en violation des présentes dispositions.

2 : des produits en cas d'échanges de titres dans le cadre d'une fusion ou d'un apport de titres de la Société

1 - Dans l'hypothèse d'une fusion de la Société et/ou d'un apport de titres de la Société représentant au moins 50 % du capital et/ou des droits de vote, à l'issue duquel (de laquelle) les associés ne détiendraient plus au moins 50 % du capital et/ou des droits de vote de la nouvelle entité bénéficiaire de ladite fusion et/ou dudit apport, les actions émises par la société bénéficiaire en échange des actions de la Société détenues par les associés antérieurs seront réparties *mutatis mutandis* selon les règles de priorité prévues pour le cas de Cession visés ci-dessus au 1°.

2 - A cet effet, les associés antérieurs s'accorderont quant aux dispositions nécessaires à la mise en œuvre et à l'application des dispositions du présent article. En cas de cessions d'actions anciennes préalablement à la fusion, nécessaires à la bonne application des principes décidés ci-dessus, le prix unitaire de cession des actions anciennes sera égal à 1 centime d'euro afin de permettre le respect des priorités prévues au présent §.

3 - Dans l'hypothèse où l'échange d'actions comporterait une soulte en numéraire, les biens octroyés aux ADP_{OC-06-17} dans le cadre du "rapport" seront constitués en priorité par ladite soulte.

3 : du boni de liquidation

Pour les besoins des présentes dispositions, le prix de souscription globale des titres de la Société auquel il est fait référence ci-après correspond au montant nominal des titres majoré de l'éventuel montant de la prime d'émission respectivement payée au moment de la libération de leurs souscriptions, étant précisé que le montant de la prime varie selon le type de titres émis (sous réserve d'ajustement en fonction de tout regroupement ou division ultérieur d'actions de la Société).

Par dérogation à la règle fixée par l'article L.237-29 du code de commerce prévoyant que la répartition du boni de liquidation se fait en proportion des droits des associés dans le capital de la Société, l'actif net est partagé comme suit.

En cas de liquidation amiable ou judiciaire de la Société, les ADP_{OC-06-17} auront un droit de paiement préférentiel sur le boni de liquidation selon l'ordre de répartition prioritaire suivant, qui s'exercera au prorata de la quote-part dans le capital de la Société de chaque action concernée :

a) Le versement à chaque action d'un montant égal à sa valeur nominale sans distinction de catégorie (telle qu'éventuellement ajustée pour tenir compte de tout regroupement ou division du nominal des actions) ;

b) S'il existe un solde, les ADP_{OC-06-17} se répartiront ce solde du boni de liquidation jusqu'à ce qu'il soit payé aux ADP_{OC-06-17} un montant égal à 1,5 fois la prime d'émission attachée à chaque ADP_{OC-06-17}, après imputation des sommes perçues au titre de la répartition prévue au (a) ci-dessus (tel qu'éventuellement ajusté pour tenir compte de tout regroupement ou division du nominal des actions) ;

En cas d'insuffisance du boni de liquidation pour rembourser aux ADP_{OC-06-17} une somme, par ADP_{OC-06-17}, égale au montant visé ci-avant, le montant du solde du boni de liquidation sera réparti entre ces ADP_{OC-06-17} au prorata de la somme qui aurait dû être pleinement perçue par chacune d'elles au titre de ce montant de 1,5 fois la prime d'émission attachée à chaque ADP_{OC-06-17}.

c) S'il existe un solde, ce solde sera réparti au profit de toutes les actions, sans distinction de catégorie, à proportion de leur quote-part dans le capital de la Société.

d) Le solde du boni, s'il en existe un, sera enfin réparti au profit de toutes les actions, sans distinction de catégorie, à proportion de leur quote-part dans le capital de la Société.

Dans l'hypothèse où le boni de liquidation ne comporterait pas que des biens en numéraire, les sommes octroyées aux ADP_{OC-06-17} seront constituées en priorité par lesdits biens en numéraire.

Les répartitions prévues au titre de cet Article 13.2.2.2 sont applicables aux ADP_{OC-06-17-Bis}, ADP_{OC-06-17-Ter} etc.

13.2.2.3 Droit d'information renforcé

Le Titulaire d' ADP_{OC-06-17} aura un droit à un droit d'information renforcé comme suit :

- concernant la Société : transmission d'un *reporting* mensuel (principaux indicateurs de performance clés et trésorerie), tableau de trésorerie prévisionnelle, transmission d'un budget annuel mensualisé intégrant P&L, BFR et trésorerie prévisionnelle, réalisation d'une situation comptable semestrielle.
- concernant les filiales : transmission d'un *reporting* trimestriel (indicateurs de performance clés et trésorerie) ;
- transmission d'un arrêté comptable annuel de la Société ainsi qu'un arrêté comptable annuel consolidé de la Société et de ses filiales.

TITRE III - DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 14 : PRESIDENT

14.1 Nomination

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par décision collective ordinaire des associés qui peuvent le révoquer à tout moment.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, elle est tenue de désigner un représentant permanent.

Les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président peut cumuler son mandat avec un contrat de travail.

14.2 Durée des fonctions du Président

Le Président est nommé pour une durée de 2 ans.

14.3 Cessation des fonctions

Les fonctions de Président prennent fin soit :

- par l'arrivée du terme de son mandat ;
- par la démission, celle-ci pouvant intervenir à tout moment ;
- par la disparition de la personnalité morale de la société nommée Président, quelle qu'en soit la cause : dissolution, suivie de liquidation, absorption suite à une opération de fusion, scission ;
- par la révocation, celle-ci pouvant intervenir à tout moment sur décision collective ordinaire des associés.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pour une durée supérieure à 30 jours dûment constaté par les associés, il est pourvu dans un délai de 15 jours à son remplacement par la collectivité des associés. Le Président par intérim ne demeure en fonction que jusqu'à la première de ces deux dates : (i) 15 jours suivants la fin de l'empêchement ou, (ii) pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

14.4 Exercice des droits du comité d'entreprise auprès du Président

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par les articles L.2323-62 à L.2323-67 du Code du Travail.

14.5 Pouvoirs du Président

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social, à l'exception des pouvoirs qui relèvent de la compétence exclusive des associés ou qui pourraient être dévolus à un autre organe en vertu des dispositions statutaires.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

Le Président présente à l'associé unique ou à la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé un rapport de gestion dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

14.6 Rémunération du président

La rémunération du Président est déterminée par décision collective ordinaire.

Article 15 : AUTRES DIRIGEANTS

15.1 Nomination

Sur la proposition du Président, l'associé unique ou la collectivité des associés statuant à la majorité simple peut nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales auxquels peut être conféré le titre de Directeur Général ou de Directeur Général Délégué ou toute autre structure à laquelle ils pourront conférer les pouvoirs de leur choix.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général (ou Directeur Général Délégué), elle est tenue de désigner un représentant permanent.

Les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient dirigeants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

15.2 Pouvoirs

L'étendue et la durée des pouvoirs conférés à chaque Directeur Général (ou Directeur Général Délégué), sont déterminées, sur proposition du Président, par la décision qui le nomme. Ce dernier pourra bénéficier des mêmes pouvoirs que le Président. Les limitations de pouvoirs applicables au Président seront applicables à chaque Directeur Général (et Directeur Général Délégué).

15.3 Cessation des fonctions

Les autres dirigeants sont révocables à tout moment par décision de l'associé unique ou la collectivité des associés statuant à la majorité simple. La révocation est libre et ne donnera pas lieu à indemnité.

En cas de décès, démission ou de révocation du Président, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Leur révocation devra être motivée et ne donnera pas lieu à indemnité.

15.4. Rémunération des autres dirigeants

La rémunération des autres dirigeants est déterminée par décision de l'associé unique ou la collectivité des associés.

Article 16 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à celle prévue par la loi, ou une société contrôlant cet associé dans le sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce, sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales doivent être communiquées au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, sauf lorsqu'elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société, lorsqu'il s'agit de personnes physiques.

Article 17 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes au moins est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la Société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des trois critères suivants: total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice.

Lorsque ces seuils ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes est facultative, mais elle peut être imposée par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce à la demande d'un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Elle sera également obligatoire si la Société contrôle, au sens des II et III de l'article L. 233-16 du Code de commerce, une ou plusieurs sociétés ou est contrôlée, au sens des mêmes II et III, par une ou plusieurs sociétés.

Les commissaires aux comptes sont nommés par décision de l'associé unique ou par une décision collective ordinaire des associés, pour une durée de six exercices; ils exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission, de décès ou de relèvement sont désignés également par décision de l'associé unique ou par une décision collective ordinaire des associés.

La Société n'est plus tenue d'avoir un commissaire aux comptes dès lors qu'elle n'a plus rempli les conditions prévues au premier alinéa du présent article pendant les deux exercices précédant l'expiration du mandat du commissaire aux comptes.

Les Commissaires aux comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

TITRE IV - DECISIONS COLLECTIVES

Article 18 : COMPETENCE DES ASSOCIES

Les décisions suivantes ne peuvent être prises que par une décision collective des associés :

- Modifications statutaires sauf disposition contraire des présents statuts,
- Modification du capital social, augmentation, réduction, amortissement ;
- Fusion, scission, modification de la durée de la Société, dissolution ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation ;
- Transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- Nomination des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
- Nomination, révocation et rémunération du Président et des autres dirigeants ;
- Emission d'un emprunt obligataire.

La collectivité des associés est consultée au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Article 19 : TYPOLOGIE DES DECISIONS

19.1 Décisions collectives ordinaires

Les décisions collectives ordinaires sont celles qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

19.2 Décisions collectives extraordinaires

Les décisions collectives extraordinaires sont celles qui peuvent modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en société d'une autre forme, civile ou commerciale, l'augmentation ou la réduction de capital, la fusion, la scission, la dissolution de la Société. Elles ne peuvent toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

19.3 Décisions exigeant l'unanimité des associés

Toutefois, ne pourront être modifiées qu'à l'unanimité des associés, les clauses statutaires relatives à :

- l'inaliénabilité des actions ;
- l'agrément lors des cessions d'actions ;
- l'exclusion d'un associé ;
- la suspension des droits de vote d'un associé dont le contrôle est modifié.

En outre, toutes décisions visant à augmenter les engagements des associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

Pour les décisions requérant l'unanimité des associés, les représentants du comité d'entreprise pourront au plus tard 5 jours avant la date de l'assemblée réunie sur première convocation ou de la décision de l'associé unique faire part au Président de leurs observations, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise en main propre contre signature. Ces observations seront, le cas échéant, communiquées à l'associé unique ou à la collectivité des associés au plus tard la veille de la date de l'assemblée réunie sur première convocation ou de la décision de l'associé unique le cas échéant.

Article 20 : QUORUM ET VOTE

Les associés prennent collectivement à la majorité des 52% des Actions disposant du droit de vote toutes les Décisions Collectives Ordinaires:

Les associés prennent collectivement à la majorité des 80 % des Actions disposant du droit de vote toutes les Décisions Collectives Extraordinaires.

Tout associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée ou les associés.

Article 21 : FORME DES DECISIONS

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix de l'auteur de la convocation, soit en assemblée générale, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Les décisions collectives obligent tous les associés, même absents.

Lorsque la Société a un associé unique, il se prononce sous la forme de décisions unilatérales écrites.

Article 22 : CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le Président ou, en cas de carence du Président, par un ou plusieurs associés représentant au moins le quart du capital social. En outre, le commissaire aux comptes peut, le cas échéant, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des associés.

Le comité d'entreprise représenté par un de ses membres peut, dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L.2323-67, demander au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé la désignation d'un mandataire de justice chargé de convoquer l'assemblée des associés. L'ordonnance fixe l'ordre du jour.

Les assemblées peuvent avoir lieu au siège social de la Société ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

La convocation est faite 8 jours avant la date de l'assemblée soit par tout moyen écrit, y compris par voie électronique. Toutefois, avec l'accord de tous les associés, la convocation peut être faite sans préavis.

Lorsque la Société a un associé unique, il se prononce sur convocation du Président ou directement de sa propre initiative. Dans cette dernière hypothèse l'associé unique devra en informer le Président avec un préavis de 8 jours sauf renonciation expresse de celui-ci. Le commissaire aux comptes devra le cas échéant également être informé dans les mêmes délais.

L'assemblée est présidée par le Président, ou en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'assemblée ou par l'auteur de la convocation. A défaut l'assemblée élit elle-même son Président. L'assemblée peut désigner un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les représentants du comité d'entreprise seront informés des décisions collectives ou des décisions de l'associé unique dans les mêmes délais et conditions que le ou les associé(s).

Article 23 : ORDRE DU JOUR

- 23.1 L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.
- 23.2 Un ou plusieurs associés, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions fixées par la loi et les règlements applicables aux sociétés anonymes, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, 4 jours au moins avant la date de l'assemblée réunie sur première convocation, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

En application des dispositions des articles L. 2323-67 et R 2323-14 du Code du travail, le comité d'entreprise pourra solliciter du Président par lettre recommandée avec accusé de réception, l'inscription de résolutions à l'ordre du jour dans un délai de 25 jours avant la date de l'assemblée réunie sur première convocation ou de la décision de l'associé unique le cas échéant. Ces résolutions devront être portées par le Président à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale (ou décision de l'associé unique le cas échéant). Dans le délai de 5 jours à compter de la réception des projets de résolutions, le Président en accuse réception au représentant du comité d'entreprise par lettre recommandée ou par lettre remise en main propre contre signature.

- 23.3 L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

Article 24 : ADMISSION AUX ASSEMBLEES – POUVOIRS

- 24.1 Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom. Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de 7 jours.

- 24.2 Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou un tiers justifiant d'un mandat.

Le pouvoir de représentation peut être valablement donné par tous moyens y compris par voie électronique au plus tard le jour de tenue de l'assemblée, avant l'ouverture de la réunion.

Article 25 : VOTE PAR CORRESPONDANCE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées, un formulaire de vote, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par tout moyen y compris par voie électronique.

Les associés doivent, dans un délai de 8 jours à compter de la date de réception des projets de résolution, émettre leur vote par correspondance. Toutefois les associés peuvent individuellement renoncer à ce délai.

Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "oui" ou par "non".

Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai minimal fixé ci-dessus, sera considéré comme s'étant abstenu. En cas de réponse mais lorsque qu'une résolution ne comporte pas d'indication de vote, le vote sera considéré comme conforme aux recommandations du rapport adressé à l'assemblée.

La décision est réputée prise à la date de réception du dernier formulaire de vote, ou à la date d'expiration du délai sus mentionné si tous les formulaires n'ont pas été retournés à cette date.

Article 26 : DECISIONS PAR TELECONFERENCE TELEPHONIQUE OU AUDIOVISUELLE

Les associés peuvent également prendre leurs décisions par conférence téléphonique ou audiovisuelle. Dans ce cas la Société doit veiller à ce que des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant la retransmission des délibérations de façon continue soient mis à la disposition des associés, afin de leur permettre de participer aux réunions.

Les associés participant à la réunion des moyens de visioconférence ou de télécommunication sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les moyens de visioconférence ou de télécommunication utilisés doivent permettre de transmettre de manière fiable et simultanée au moins la voix des participants et doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective de chacun. Les délibérations doivent être retransmises de façon continue. Le Président de séance doit s'assurer de l'identité de chaque intervenant et procéder à la vérification du quorum. A défaut la réunion sera ajournée.

La feuille de présence doit mentionner, le cas échéant, la liste des associés ayant participé à la réunion par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication.

Le procès-verbal doit indiquer le nom des associés ayant participé à la réunion par visioconférence ou par moyens de télécommunications. Il doit également faire état de la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à une visioconférence ou par des moyens de télécommunication lorsque cet incident a perturbé le déroulement de la séance.

Article 27 : PROCES-VERBAUX

Procès-verbal d'assemblée générale - Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par le Président de la Société et, le cas échéant, par le président de séance. Une feuille de présence indiquant les nom et prénom ou raison sociale des associés présents et représentés, avec l'indication du nombre des actions détenues par chacun est également établie.

Le procès-verbal indique, la raison sociale de la Société, le mode de consultation, la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du Président, les documents et rapports soumis à l'assemblée et le résultat des votes.

Consultations écrites – visioconférence - En cas de consultation écrite, ou de consultation par visioconférence, il en est fait mention dans le procès-verbal et est annexée la réponse de chaque associé. Le procès verbal est établi et signé par le Président.

Registre des procès-verbaux - Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux cotés et

paraphés, par le Tribunal de Commerce, dans la forme ordinaire et avec frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées.

Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Copies ou extraits des procès-verbaux - Les copies ou extraits de délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le Président ou par le secrétaire.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 28 : DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Les associés ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur applicables aux sociétés anonymes, qui leur assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la Société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

TITRE V - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 29 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social est défini à l'Article 5.

Article 30 : INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions des articles L. 123-12 et suivants du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont, le cas échéant, mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 31 : FIXATION - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs à la moitié du capital.

La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 32 : MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Lorsqu'elle statue sur les comptes de l'exercice, la collectivité des associés a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la collectivité des associés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite 3 ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les 5 ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL - TRANSFORMATION - DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 33 : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de demander aux associés statuant collectivement s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas décidée, le capital doit être dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal, ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

Dans tous les cas, la décision collective doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu se prononcer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 34 : DISSOLUTION – LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision collective extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision extraordinaire statuant aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives ordinaires, ou le cas échéant par le Tribunal de Commerce.

Sous réserve des restrictions prévues par la réglementation en vigueur, les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif de la Société et d'éteindre son passif, Ils pourront, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire, faire l'apport ou consentir la cession de la totalité des biens, droits, actions et obligations de la Société dissoute.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation après le règlement du passif est employé à rembourser complètement le capital libéré et non amorti des actions ; le surplus est réparti, en espèces ou en titres, entre les associés.

TITRE VI – CONTESTATIONS

Article 35 : CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, le Président et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assignations ou significations sont régulièrement notifiées à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations sont valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République, près le Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.